

Agressions sexuelles, genre et capitalisme du 21^e siècle - Des rapports enfin mis en lumière

mardi 13 février 2018, par [FRAAD Harriet](#), [WOLFF Richard](#) (Date de rédaction antérieure : 11 janvier 2018).

L'omniprésence des abus sexuels a enfin été révélée. Il était temps. Pourquoi maintenant alors que le phénomène n'a rien de nouveau ?

Sommaire

- [Dépendance et rapports inégaux](#)
- [Démocratiser les entreprises](#)
- [Des rapports de genre quasi-fé](#)
- [Effets combinés de structures](#)
- [Un matriarcat virtuel](#)
- [Identification et besoin](#)
- [Le droit de tuer](#)
- [La dénonciation publique \(...\)](#)
- [Une société du célibat](#)
- [Quels changements sociaux \(...\)](#)
- [Vers une organisation du \(...\)](#)

Pour répondre à cette question, nous considérerons trois éléments majeurs qui façonnent les abus sexuels aux Etats-Unis et dans d'autres sociétés modernes. Les deux premiers sont les structures de classe : comment la structure de classe capitaliste organise l'expérience du travail au sein des entreprises, et comment ce qui se révèle être une structure de classe féodale modèle-t-elle l'expérience du travail au sein du foyer. Le troisième aspect est un système de définitions, de rôles et de relations de genre qui façonnent de nombreuses expériences sociales. Notre but est d'identifier et d'expliquer comment le capitalisme, le féodalisme et le genre interagissent pour surdéterminer les abus sexuels ainsi que la rébellion des femmes contre ces abus.

Le capitalisme organise la plupart des productions de biens et de services des entreprises en deux catégories fondamentalement inégales : l'employeur et l'employé·e. Le premier se retrouve habituellement seul à décider de ce qu'une entreprise produira et quand. Il décide du comment de la production (choix technologiques) et de sa localisation géographique. Il reçoit et distribue tous les surplus et profits réalisés dans et par l'entreprise. Parmi les personnes que comptent les entreprises capitalistes qui dominent socialement aujourd'hui, les employeurs forment une infime minorité (les gros actionnaires et les conseils d'administration) alors que les employé·e-s constituent la vaste majorité.

Le contrôle de la production par les employeurs signifie qu'ils sont au premier plan pour déterminer les conditions de travail des employé·e-s (stress, chaîne de commandement et de contrôle, bruit ambiant, qualité de l'air, choix des collègues, localisation, rythme exigé, etc.). Les profits fournissent des incitations et le contrôle sur la production permet l'émergence d'abus. Plus important encore, ce sont les employeurs qui décident si et quand embaucher ou licencier des employé·e-s. Ainsi les

employeurs ont-ils le pouvoir de fournir aux employé·e·s les moyens de consommation nécessaires à leur survie autant qu'ils ont le pouvoir de les leur ôter. Aucun pouvoir comparable n'existe dans le sens inverse, des employé·e·s aux employeurs.

Dépendance et rapports inégaux

Il en résulte une dépendance presque totale des employé·e·s à l'égard des employeurs, tant dans le processus de production que dans celui de l'échange (embauche/licenciement) qui lui est lié. Cette dépendance unilatérale suscite les abus autant qu'elle les permet. La littérature sur le capitalisme des trois derniers siècles révèle de nombreux cas d'abus de la part des employeurs, y compris des abus sexuels comparables à ceux dont parle aujourd'hui la presse. L'Union soviétique et les sociétés dont les organisations sont similaires ont remplacé les capitalistes par les bureaucrates, qui ont ensuite occupé des positions comparables à celles des employeurs capitalistes privés, dans ce qu'on a appelé le capitalisme d'Etat. Sans surprise, ce capitalisme a lui aussi vu émerger des cas d'abus envers les employé·e·s, qui étaient semblablement dépendants des bureaucrates au sommet des entreprises publiques. Même les syndicats les plus puissants ne pouvaient que partiellement réduire cette dépendance.

Le capitalisme n'est pas le seul système de production à nourrir les abus commis par une minorité dominante sur une majorité qui lui est soumise. Les maîtres ont abusé de leurs esclaves et les seigneurs de leurs serfs. D'ailleurs, les inégalités fondamentales des systèmes de production ont souvent renforcé d'autres inégalités, par exemple au sein des Etats ou des foyers. Les monarchies par exemple voyaient souvent des abus de la royauté envers ses sujets.

La structure employeur-employé·e de la production capitaliste, accompagnée du couple embauche/licenciement, montre le potentiel abusif de tout échange marchand. Les acheteurs et les vendeurs qui dépendent de manière inégale du résultat de leurs échanges marchands peuvent tirer profit de cette disparité de façon abusive. Les employeurs dépendent souvent bien moins de leurs profits capitalistes que les employé·e·s ne dépendent de leur salaire. Autres exemples : le serveur ou la serveuse qui espère un pourboire, l'enseignant·e, l'infirmier ou l'infirmière qui souhaite une promotion, l'artiste qui tente de percer, le vendeur ou la vendeuse de détail qui demande à changer d'horaire de travail. Toutes ces personnes doivent affronter leur employeur actuel ou potentiel à partir d'une position inégale, puisqu'elles dépendent toutes de plus puissant qu'elles.

Les facteurs structurels qui contribuent aux abus appellent une solution structurelle. Les exhortations à « simplement » refuser et rejeter les abus ont jusqu'ici échoué. Elles n'ont pas suffi à éradiquer les abus au sein de l'esclavage ou du féodalisme. L'histoire du capitalisme démontre son incapacité à mettre fin à ces abus, ce qui suggère que le capitalisme voit des exhortations religieuses, légales ou éthiques tout aussi inefficaces.

Démocratiser les entreprises

Une solution structurelle existe. Elle s'attaque aux racines structurelles dans les systèmes capitalistes, en proposant de démocratiser de façon radicale l'organisation des entreprises. Cette solution s'applique à tous les systèmes de classe qui opposent des minorités dominantes à des majorités subordonnées : maître-esclave, seigneur-serf, employeur-employé·e. La solution se trouve dans le projet d'une communauté gérée de façon démocratique par les employé·e·s, qui sont en même temps leur propre employeur, ce qu'on peut appeler « coopératives de travail » ou « entreprises autogérées par les travailleur·euses ». La transition vers une économie basée sur ce

type d'entreprise remplacerait les entreprises esclavagistes, féodales et capitalistes en éliminant la structure de classe qui les définit.

Leur élimination supprime ce qui contribue de manière structurelle et basique au comportement et aux relations abusifs. Aucune minorité ne pourrait contrôler les conditions de vie de la majorité. L'interdépendance de toutes les personnes et la double identité employeur-employé·e de chaque travailleur et travailleuse annulerait les dépendances unilatérales et leurs conséquences injustes.

Nous ne proposons pas ici une abolition des abus simpliste. Une économie basée sur les coopératives de travail n'est pas la panacée universelle. Elle connaîtra ses propres problèmes, voire ses abus. Mais la transition vers ce type d'économie aura vaincu les abus dont a souffert ou souffre toujours la majorité dans les contextes de l'esclavage, du féodalisme et du capitalisme. Car cette transition nécessite de reconnaître que les structures de production inégales des systèmes antérieurs constituent des obstacles qui doivent être surmontés.

L'attention accordée aujourd'hui aux abus sexuels peut nous amener à comprendre les racines structurelles de ces abus dans un capitalisme qui peut et devrait être remplacé. Ou alors cette attention ne fera que momentanément révéler le défaut d'un système qu'on préfère sinon ignorer parce que le changer nous paraît impossible et irréaliste. Pourtant, sans ce changement, peu de perspectives s'offrent à nous pour mettre fin à ces abus.

Des rapports de genre quasi-féodaux

En plus de remplacer le capitalisme, il faut aussi remplacer les définitions et les rôles de genre qui contribuent aux abus sexuels commis par les hommes sur les femmes et sur d'autres hommes. Les rôles de genre entretiennent une relation particulière avec les structures de classe féodales. Depuis le début du colonialisme, les Etats-Unis, officiellement engagés à défendre la liberté et la justice pour tous et toutes, enchaînaient la plupart des femmes au sein du foyer, où l'organisation du travail s'alignait sur la structure de classe féodale. La relation conjugale exigeait de la part de la femme d'accomplir toutes sortes de travaux (cuisine, ménage, services sexuels, soins, etc.) non seulement pour elle-même, mais aussi pour son mari.

Dans l'Europe médiévale, les serfs juraient d'aimer, d'honorer et d'obéir à leur seigneur ; il en allait à peu près de même pour les femmes face à leur mari durant les cérémonies religieuses. Pareils aux seigneurs, les maris américains subvenaient aux besoins de leur femme et de leurs enfants dans des foyers qui leur appartenaient. Le seigneur gouvernait et régnait sur les serfs de la même façon que les maris étaient rois de leur château domestique. Les structures de classe féodales, tant dans les foyers américains que dans les manoirs féodaux, ouvraient la porte à toutes sortes d'abus commis par les seigneurs et les maris, y compris sexuels. Malgré les nombreux changements depuis, beaucoup de foyers étatsuniens gardent les traces de cette histoire.

L'histoire du féodalisme européen comprend les abus sexuels commis par les seigneurs sur les serfs. De la même façon, les foyers féodaux connaissent une longue histoire d'abus sexuels des femmes. Chants, histoires, contes populaires, romans et poèmes le montrent. Même si le viol est considéré comme un crime dès l'époque coloniale, le viol conjugal n'est criminalisé qu'en 2005 aux Etats-Unis. La sexualité d'une femme mariée appartenait jusqu'alors à son mari et non à elle-même.

Effets combinés de structures féodales et capitalistes

L'omniprésence des abus sexuels aujourd'hui reflète les effets combinés des structures de classe féodales des foyers et des structures de classe capitalistes des entreprises. Elle reflète aussi la façon dont notre société définit et structure les rôles et relations de genre. Ceux-ci peuvent placer les hommes dans la position de seigneur dans le foyer et d'employeur capitaliste sur le lieu de travail. Les femmes se trouvent dans des positions subordonnées, soit de la femme au foyer/de la serve, soit de l'employée capitaliste, soit des deux. La majorité des hommes se trouve entre les deux : dominants dans le foyer peut-être, mais clairement subordonnés au travail. La question est de savoir s'ils s'allieront à leur femme pour renverser toute forme de structure de classe hiérarchique, à la maison et au travail, ou s'ils préféreront s'allier aux hommes dominants dans les entreprises capitalistes. Dans le deuxième cas, ils tenteront peut-être de devenir dominants au moins dans le foyer puisqu'ils ne pourront accéder, sinon dans leurs rêves, à la position d'employeur au sein du système capitaliste.

Dans l'Amérique capitaliste, les hommes comme Donald Trump ont le pouvoir de décider de la carrière d'une participante à un concours de beauté comme d'une carrière dans les affaires. Ils peuvent en user pour accéder à la sexualité des subordonné·e·s. Le lieu de travail reproduit alors le foyer féodal dans lequel le mari qui soutenait financièrement sa femme se sentait autorisé à maîtriser la sexualité de celle-ci. Cette maîtrise est largement recherchée et pratiquée depuis le sommet du système économique capitaliste jusqu'à sa base. Il y a là autre chose que la simple extraction de plus-value de la main-d'œuvre féminine, soit la valeur de leur travail moins la valeur de leur salaire.

Que les femmes employées soient serveuses, ouvrières agricoles, domestiques, actrices, partenaires techniques, ouvrières sur des chaînes d'assemblage ou jeunes universitaires, l'accès au surplus qu'elles fournissent est souvent accompagné du droit d'accéder sexuellement à elles (harcèlement, agressions, etc.). Les serveuses subissent les agressions de leur patron, du gérant et des clients. Les femmes de chambre s'inquiètent des hommes dont elles nettoient la chambre. Les actrices en devenir vivent dans l'angoisse des agressions ou des demandes des producteurs et des directeurs. Les partenaires techniques qui cherchent à financer leurs applications craignent les exigences sexuelles de ceux qui peuvent leur offrir ces financements. Les femmes lobbyistes s'inquiètent des demandes des législateurs, échangeant leur vote contre des relations sexuelles avec elles. Les étudiantes en quête de bons résultats ou d'une recommandation risquent l'agression des professeurs. Les vendeuses de systèmes informatiques souffrent d'agressions sexuelles de la part de leurs clients. Les abus sexuels aux Etats-Unis font partie de la position qu'occupent les hommes et les femmes au sein des structures de classe profondément inégales des entreprises capitalistes et des foyers féodaux.

Un matriarcat virtuel

Les définitions et les relations de genre contribuent à généraliser les agressions sexuelles car elles interagissent avec les structures de classe au sein du foyer et des lieux de travail. Par exemple, les pratiques d'éducation des enfants qui inculquent des définitions du genre sont également responsables de ces faits. Des concepts basiques de genre se développent chez l'enfant entre 3 et 5 ans (Lloyd, 2010). Aux Etats-Unis, des concepts courants désignent les hommes comme principaux fournisseurs des revenus et les femmes comme responsables principales du foyer et des enfants. Bien que la majorité des femmes travaillent aujourd'hui hors du domicile ainsi qu'en son sein, ce sont elles qui continuent à gérer l'écrasante majorité du soin des enfants, que ce soit à domicile ou en dehors, dans les centres de pédiatrie, les crèches, etc.

Aux Etats-Unis actuellement, presque tous les enfants passent donc leurs premières années, qui sont déterminantes pour leur formation, dans un matriarcat virtuel. Ils-elles sont nourris et également surveillés par des femmes dominantes : mères, enseignantes du primaire, infirmières dans les maternités et baby-sitters. La première perception qu'ont les hommes des femmes est celle d'être qui président à leur impuissance et inaptitude, à leur dépendance physique et psychologique et à leur potentielle humiliation, ainsi qu'à leur survie. Les garçons peuvent donc développer des sentiments d'humiliation de par leur besoin qu'ils ont des femmes pour s'occuper d'eux. Ils peuvent aussi garder un fort ressentiment et une rage contre ce pouvoir des femmes sur eux. Plus tard dans leur vie d'hommes, le harcèlement et les agressions sexuelles peuvent devenir des façons de dépasser leurs sentiments de besoin, de dépendance et d'humiliation. Les agressions peuvent fonctionner comme des moyens de couvrir de honte la sexualité féminine, transposant ainsi la honte de l'homme par rapport à son besoin des femmes vers ces femmes dont il a besoin. Les agressions de force peuvent servir à l'homme à renverser son besoin de plaire aux femmes, son humiliation et sa honte d'être dépendant des femmes. Enfin, les agressions peuvent devenir des formes de revanche prise contre les femmes en tant qu'objet de dépendance depuis leur enfance.

Identification et besoin

Les pratiques matriarcales d'éducation des enfants peuvent aussi rendre possibles les agressions sexuelles envers les femmes d'autres manières. Les petites filles s'identifient avec les femmes qui les entourent. Parce que les modèles des garçons - les pères - sont souvent bien moins présents, les garçons peuvent s'identifier de façon négative. Cela signifie qu'ils peuvent se voir comme des « non femmes » et l'exprimer via un rejet des femmes et/ou des qualités associées aux femmes dans notre société comme le réconfort, la gentillesse, l'expression des émotions et le besoin de connexion émotionnelle avec les autres. Les femmes sont autorisées à avoir besoin de toutes sortes d'aide et de soutien d'autres personnes, quand les hommes aspirent à l'autonomie.

Selon les stéréotypes masculins dominants, le besoin que les hommes ont le droit de ressentir est le besoin de sexe. La culture américaine exagère les besoins sexuels masculins tout en réprimant leurs autres besoins plus vulnérables de tendresse et de rapports émotionnels avec les autres. Le besoin sexuel masculin socialement accepté se substitue aux besoins réprimés que les hommes ne doivent pas montrer. Toutefois, une telle substitution peut avoir des conséquences dangereuses. D'un côté, les hommes peuvent ressentir qu'ils doivent obtenir le consentement des femmes comme un moyen d'accéder à leur sexualité. Mais dans le même temps, ils ont besoin impérieux de cet accès. Une façon de contourner cette contradiction passe par l'agression sexuelle : l'accès gagné sans devoir passer par l'expression du consentement.

Le droit de tuer

Une manifestation macabre des besoins sexuels masculins, associée à la honte d'avoir besoin des femmes, est le fait que l'espérance de vie des prostituées américaines est de 34 ans et que la cause principale de décès est l'homicide. Les hommes peuvent tuer leurs partenaires féminins prostitués pour résoudre les tensions entre le fait d'être sexuellement viril et celui de se sentir profondément honteux de leur besoin de sexe. Ils peuvent tuer leur honte en tuant les femmes qu'ils paient pour satisfaire leurs besoins sexuels. Cela renvoie également au fait que l'une des plus importantes causes de mort pour les femmes entre 15 et 44 ans est le meurtre commis par les maris, les amants ou les petit-amis.

Un aspect associé au rôle stéréotypique du sexe masculin est la répression de la plupart des

émotions, exception faite de la colère. L'acceptation sociale de la colère masculine s'étend souvent pour couvrir également la rage et la violence des hommes. Les petits garçons jouent avec des petits pistolets ; les petites filles avec des poupées. Les loisirs des garçons sont souvent violents : des jeux comme cowboys et indiens, policiers et voleurs, les jeux vidéo ou des sports violents comme le football américain ou le hockey. Les adultes masculins prolongent ces pratiques avec leurs propres jeux vidéo violents, sports violents et tirs de loisirs. Les habitudes de violence dans les forces armées, le sport professionnel ou universitaire impliquent eux aussi un nombre disproportionné d'agressions sexuelles.

La dénonciation publique rendue possible

Les agressions sexuelles sont un fait récurrent tout au long de l'histoire des Etats-Unis. Ce qui est nouveau, c'est la dénonciation publique de ces agressions. Une question importante est de se demander quels sont les changements sociaux qui ont permis et encouragé la révélation et la dénonciation des agressions sexuelles.

Un changement clé concerne les conditions économiques d'existence connues au sein de la famille féodale et les différenciations de genre qui y sont forgées. La majorité des hommes ne gagnent plus assez pour être les seuls fournisseurs de revenus pour leur foyer. Les télécommunications globales, les ordinateurs, les robots et le voyage aérien ont permis aux capitalistes américains de délocaliser la production. Les nations les plus pauvres du monde sont maintenant disponibles pour une super exploitation et des super profits. Il n'est plus nécessaire de payer décentement les travailleurs américains masculins. Pour assurer les revenus nécessaires à continuer de poursuivre le rêve américain, les femmes doivent maintenant travailler pour un salaire hors du foyer tout en continuant à prodiguer le travail nécessaire en son sein. C'est exténuant et de plus en plus frustrant pour les femmes. Avec leur propre salaire et la liberté qui lui est associée, les femmes abandonnent les hommes qui leur demandent de continuer leurs travaux traditionnels proches du servage et leur subordination au sein du foyer.

Une société du célibat

Pour la première fois dans l'histoire américaine, la majorité des femmes est célibataire et la majorité des hommes et des femmes en âge de procréer ne sont pas marié·e·s. Plus de 4 enfants américains sur 10 naissent désormais hors mariage. La domination féodale masculine est contestée à un niveau économique. Les femmes abandonnent leur statut de serf au sein du foyer et sa longue histoire d'abus. Les femmes vivent de plus en plus dans des foyers célibataires, faisant les travaux domestiques, émotionnels et sexuels qu'elles choisissent. Quelque fois, elles vivent dans des maisons communautaires, partageant les travaux domestiques et émotionnels avec des partenaires sexuels ou d'autres adultes et enfants. Que les femmes aient réussi ou non à changer leurs positions de classe dans les entreprises, d'employée à employeuse, une majorité d'entre elles ont rejeté les structures de classe du foyer féodal ainsi que la maîtrise concomitante des hommes sur la sexualité féminine.

Les femmes sont devenues conscientes de leur changement de positions au sein du foyer de plusieurs façons, utilisant différents concepts et termes pour articuler les changements vécus par elles et d'autres. De façon centrale à l'évolution de leur conscience de soi, les femmes ont de plus en plus déclaré que leurs anciennes subordinations aux hommes au sein du foyer - et particulièrement leur subordination sexuelle - n'étaient plus tolérables. Ce qui s'est passé au sein du foyer s'étend désormais aux entreprises et aux activités hors du foyer. Les femmes victimes d'agressions sexuelles

prennent le pouvoir. Elles rejettent la honte d'avoir été agressée et la déplace vers leurs agresseurs en les dénonçant publiquement. Le hashtag #MeToo utilisé par les femmes qui ont été agressées sexuellement est plus clair en France où il a été traduit par l'expression « balance ton porc ». Les accusatrices d'agressions sexuelles ont trouvé leur voix et leur puissance sociale. C'est une leçon à retenir. Quand les personnes opprimées et exploitées parviennent à comprendre et à se connecter à leur rage contre ces conditions, cette rage peut devenir facteur de transformation.

Quels changements sociaux comme solution

Bien-sûr, d'autres forces ont également contribué à la révolte des femmes contre les agressions sexuelles. On peut penser aux développements des méthodes de contrôle des naissances et aux déclin de l'emprise des religions, spécialement chez les jeunes. Notre focalisation sur les interactions au sein des structures de classe et les définitions de genre ne vise pas seulement à ajouter ces processus aux explications de la révolte actuelle contre les agressions sexuelles. Elle souhaite également pointer du doigt certaines solutions : des changements sociaux concrets qui peuvent réduire le harcèlement et les agressions sexuelles.

La transition d'une structure de classe capitaliste et hiérarchique des entreprises contemporaines vers une économie basée à la place sur les décisions des travailleurs·euses serait un changement structurel à même de contribuer à en finir avec les abus sexuels. Dans les entreprises organisées collectivement, tous les travailleurs·euses, hommes et femmes de façon égalitaire et démocratique, décident quoi, comment, où et quand produire. Chaque travailleur·euse est à la fois employé·e et employeur·euse. Quand les entreprises capitalistes prennent des décisions qui renforcent la hiérarchie entre travailleurs et travailleuses, les décisions prises collectivement renforcent des structures de classe fortement différentes. La dichotomie domination/subordination qui a hanté l'esclavage et le féodalisme aussi bien que le capitalisme est enfin surmontée. L'égalité et la démocratie au sein des coopératives de travailleurs·euses rendent possible une lutte fructueuse contre le harcèlement et les agressions sexuelles. Cette lutte commence avec la disparition d'un petit groupe d'hommes jouissant de la position d'employeurs et décidant qui de la masse des employés hommes et femmes aura un travail, des revenus, des opportunités de carrière, etc.

Vers une organisation du travail non-hiérarchique

Une économie basée sur des coopératives ouvrières pourrait et devrait franchir d'autre pas pour mettre fin au mélange toxique de définitions inégalitaires du genre et des règles propres aux structures de classe hiérarchiques au sein du foyer ou du lieu de travail. Par exemple, elle pourrait décréter des congés maternité et paternité ainsi qu'une campagne forte encourageant les parents des deux sexes à prendre en charge l'éducation des enfants. Une telle économie pourrait montrer la valeur des pratiques nourricières en finançant des soins de qualité pour la petite enfance et des centres de soin après l'école. Elle pourrait transformer le champ de la garderie, le faisant passer de son statut actuel d'un des secteurs les moins bien payés à des emplois respectés et bien rémunérés. En attirant les femmes et les hommes vers ce secteur, cela pourrait mettre fin au matriarcat durant la petite enfance aux Etats-Unis.

De tels changements sociaux et économiques peuvent créer de meilleures vies pour chacun·e de nous, et cela au-delà de la question de l'arrêt des agressions sexuelles aux Etats-Unis. Quelque que puissent être les effets des oppositions morales et légales au harcèlement et aux agressions sexuelles, il faudra des changements concrets, structureaux pour modifier les comportements sociaux de manière pérenne. Les exploitations intrinsèques à l'organisation hiérarchique du travail qui place

des minorités (maîtres, seigneurs et employeurs) contre des majorités (esclaves, serfs et employés) et l'oppression des femmes rendues ainsi possible ont toujours constitué des soutiens clé pour le harcèlement et les agressions sexuelles (ainsi que d'autres formes d'agressions). La transition sociale vers une organisation du travail non-hiérarchique, tel qu'une économie basée sur les coopératives ouvrières, ainsi que des campagnes nationales fortes, des programmes et des lois encourageant et soutenant l'égalité de genre dans le foyer et au travail détruiront ensemble les piliers sociaux et économiques centraux de l'exploitation capitaliste et féodale ainsi que de l'oppression de genre au sein de la société américaine.

Harriet Fraad, Richard D. Wolff

P.-S.

* Cahier émancipationS 321 (11/01/2018) :
<https://www.solidarites.ch/journal/d/cahier/8465>

* Version originale parue le 28 décembre 2017 sur Alternet. Traduction et intertitres de Kelly Harrison et Pierre Raboud.